

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

Deuxième session ordinaire
du Conseil d'administration

Rome, 12–14 novembre 2012

PROJETS SOUMIS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION POUR APPROBATION

Point 9 de l'ordre du
jour

Pour approbation



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.2/2012/9-C/1

10 octobre 2012
ORIGINAL: ANGLAIS

INTERVENTIONS PROLONGÉES DE SECOURS ET DE REDRESSEMENT – MYANMAR 200299

**Accompagner la transition grâce à la
réduction de l'insécurité alimentaire et de la
dénutrition des populations les plus
vulnérables**

| | |
|---|-------------------|
| Nombre de bénéficiaires | 1 570 000 |
| Durée du projet | 3 ans (2013–2015) |
| Quantité de produits alimentaires fournie par le PAM | 175 544 tonnes |
| Coût (en dollars É.-U.) | |
| Coût du transfert de produits alimentaires pour le PAM | 105 299 691 |
| Coût des transferts monétaires pour le PAM | 2 700 000 |
| Coût total pour le PAM | 167 687 584 |

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://executiveboard.wfp.org>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est présenté au Conseil d'administration pour approbation.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions d'ordre technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur régional, ODB*: M. K. Oshidari tél.: 066513-3063

Attachée de liaison, ODB: M. S. Izzi tél.: 066513-2207

Pour toute question relative à la disponibilité de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme I. Carpitella, Assistante administrative principale de l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).

* Bureau régional de Bangkok (Asie)

RÉSUMÉ

L'accès à une alimentation adéquate et équilibrée d'un point de vue nutritionnel demeure problématique pour les populations les plus pauvres et les plus vulnérables du Myanmar, en particulier dans les zones rurales frontalières. Vingt-six pour cent de la population vit en deçà du seuil de pauvreté et 3 millions de personnes connaissent la "pauvreté alimentaire". La sécurité alimentaire reste très variable d'une zone géographique et d'un groupe socioéconomique à l'autre.

La prévalence du retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans est de 35 pour cent. Les deux tiers des chefs de famille ont un niveau d'instruction primaire, voire inférieur, cette proportion passant à trois quarts dans les communautés rurales. Par ailleurs, le Myanmar est exposé aux catastrophes naturelles.

La présente intervention apportera une assistance alimentaire aux populations du Myanmar les plus vulnérables et dont l'insécurité alimentaire est la plus marquée. Elle a été élaborée à l'issue de consultations approfondies et compte tenu des évaluations menées, des résultats obtenus, du suivi effectué ainsi que des recommandations issues de l'examen à mi-parcours de l'intervention prolongée de secours et de redressement exécutée de 2010 à 2012.

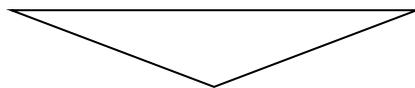
L'objectif du PAM est de favoriser un développement plus équitable dans le pays, et il entend accompagner la réconciliation nationale en réduisant la pauvreté, l'insécurité alimentaire et la dénutrition et en augmentant la capacité de résistance des communautés les plus vulnérables. Ses objectifs au cours de la période 2013-2015, qui correspondent aux Objectifs stratégiques du PAM 1 et 3, et aux objectifs du Millénaire pour le développement 1, 2, 3, 4 et 6, sont les suivants:

- Se préparer et intervenir lors des catastrophes naturelles cycliques et d'autres crises, à l'appui des efforts déployés par le Gouvernement (Objectif stratégique 1).
- Aider au redressement après les catastrophes grâce au rétablissement et à la remise en état des avoirs productifs, dans le but d'améliorer la sécurité alimentaire des ménages et d'offrir des perspectives socioéconomiques aux groupes les plus vulnérables, afin de contribuer à la réconciliation nationale (Objectif stratégique 3).
- Lutter contre la dénutrition touchant les groupes les plus vulnérables (garçons, filles, femmes enceintes et mères allaitantes) et appuyer d'autres groupes à risque, notamment les personnes vivant avec le VIH et la tuberculose (Objectif stratégique 3).
- Améliorer la scolarisation des enfants et combattre le décrochage scolaire dans le cycle primaire (Objectif stratégique 3).

Le PAM encouragera le partage des connaissances comme moyen de pérennisation de ses interventions et de celles de ses partenaires.

L'assistance du PAM revêtira principalement la forme de transferts de produits alimentaires, des transferts monétaires étant prévus dans le cadre des activités de création d'avoirs. La définition d'une stratégie de transfert des responsabilités sera subordonnée à la mise en place de capacités nationales adéquates et à la mise en œuvre de politiques visant à lutter contre l'insécurité alimentaire et la dénutrition aiguës.

PROJET DE DÉCISION*



Le Conseil approuve l'intervention prolongée de secours et de redressement Myanmar 200299, "Accompagner la transition grâce à la réduction de l'insécurité alimentaire et de la dénutrition des populations les plus vulnérables" (WFP/EB.2/2012/9-C/1).

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

ANALYSE DE LA SITUATION

Contexte

1. Le Myanmar compte 58 millions d'habitants¹ répartis en 135 groupes ethniques, dont les deux tiers vivent en milieu rural². Comptant parmi les pays les moins avancés, il s'est placé en 2011 au 149^{ème} rang sur 187 pays selon le classement de l'indice de développement humain; cet indice s'établit pour lui à 0,48, soit un niveau nettement inférieur à la moyenne de la région (0,67)³.
2. La pauvreté a reculé, passant de 32 pour cent en 2005⁴ à 26 pour cent en 2010⁵, mais elle dépasse encore nettement la cible fixée pour le Myanmar pour ce qui est de l'objectif du Millénaire pour le développement (OMD) correspondant, soit 16 pour cent.
3. En 2010, le Myanmar a tenu ses premières élections depuis 20 ans et, en mars 2011, un gouvernement civil a été constitué et des représentants locaux ont été élus. En avril 2012, les opposants de la Ligue nationale pour la démocratie ont obtenu 43 des 44 sièges en jeu. Les accords de paix conclus et la libération de prisonniers politiques ont mis en évidence la volonté de réforme qui existe. Les sanctions internationales ont été adoucies et les relations diplomatiques ont commencé à se développer.
4. De nombreuses régions du pays sont sujettes aux tremblements de terre et à divers chocs sociopolitiques et économiques. Les régions côtières sont exposées aux cyclones⁶, aux tempêtes tropicales et aux tsunamis; les régions de collines sont victimes de glissements de terrain et des inondations se produisent pendant la mousson.
5. Dans l'est et le sud-est du Myanmar, les populations ont été déplacées par les conflits, et la pauvreté et l'insécurité alimentaire sont importantes. Beaucoup d'habitants de l'État de Rakhine Nord demeurent apatrides et démunis. Dans l'État Shan, de nombreuses familles s'efforcent de respecter les mesures gouvernementales d'éradication de la culture du pavot.
6. Le taux net de scolarisation dans le primaire était de 85 pour cent en 2010⁷, mais de 71 pour cent dans l'État de Rakhine⁸. La faiblesse du taux de poursuite des études reste préoccupante, en particulier dans le primaire, où le taux moyen en milieu rural ne dépasse

¹ Bureau central de la statistique du Myanmar. 2009. Annuaire statistique. Nay Pyi Taw.

² Équipe de pays des Nations Unies au Myanmar. 2011. *Thematic Analysis 2011: Achieving the Millennium Development Goals in Myanmar*. Yangon.

³ Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). 2011. *Rapport sur le développement humain 2011. Durabilité et équité: un meilleur avenir pour tous*. New York.

⁴ Bien que 1990 serve en général de date de référence, 2005 est l'année utilisée pour le Myanmar car des données antérieures ne sont pas disponibles.

⁵ Ministère de la planification nationale et du développement économique, Agence suédoise de développement international, Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et PNUD. Juin 2011. *Integrated Household Living Conditions Assessment*. Nay Pyi Taw.

⁶ Les cyclones récents sont notamment Nargis (2008 – 138 000 morts, 2,4 millions de personnes sinistrées) et Giri (2011 – 224 000 personnes sinistrées).

⁷ Ministère de l'éducation. 2010. *Education for All: Country Progress Report*, octobre 2010. Nay Pyi Taw.

⁸ Évaluation commune des conditions de vie des ménages, 2011.

pas 50 pour cent⁹. L'achèvement du cycle primaire dépend beaucoup de la situation sociale: 31 pour cent seulement de la population appartenant au quintile le plus pauvre terminent le cycle primaire, contre 79 pour cent pour le quintile le plus riche¹⁰. Les ménages pauvres retirent souvent leurs enfants de l'école. La qualité de l'enseignement est irrégulière et varie considérablement d'une région à l'autre¹¹.

7. Les dépenses de santé de l'État sont extrêmement faibles. Un tiers des femmes enceintes n'ont aucun accès aux soins prénataux et la mortalité maternelle est forte¹². Le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans est passé à 66 pour 1 000 naissances vivantes¹³, mais la valeur cible arrêtée au titre de l'OMD, soit 38,5 pour 1 000 naissances vivantes d'ici à 2015, semble bien loin d'être atteinte.
8. Le Myanmar a l'un des taux de séropositivité les plus élevés d'Asie - 0,6 pour cent en 2010¹⁴.

Situation en matière de sécurité alimentaire et de nutrition

9. Le Myanmar est doté d'un potentiel agricole considérable et produit généralement assez de riz pour nourrir sa population et pour exporter, mais l'infrastructure est peu développée en dehors des quelques grandes plaines du sud et du centre du pays. La plupart des zones d'insécurité alimentaire se situent dans les montagnes du Haut Myanmar. En raison de l'absence d'infrastructures et des décennies d'isolement du pays, les marchés nationaux des produits alimentaires sont statiques; les marchés locaux des zones reculées ne sont pas reliés aux marchés alimentaires nationaux et la plupart des personnes qui vivent dans une insécurité alimentaire grave n'utilisent pas l'argent comme moyen d'échange.
10. D'après les estimations de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), 7,8 millions de personnes, soit 16 pour cent de la population, souffraient de dénutrition entre 2005 et 2007¹⁵. Aucun recensement de la population n'a eu lieu récemment et l'accès aux données nationales sur les revenus et les dépenses des ménages reste limité. On estime que la "pauvreté alimentaire" touche 3 millions de personnes¹⁶, le chiffre réel étant probablement supérieur étant donné que certaines régions reculées ont été exclues des enquêtes; il reste des disparités entre zones géographiques et groupes socioéconomiques¹⁷.

⁹ Ministère de l'éducation. 2007. *Education for All – Mid-Decade Assessment Report*. (Le taux de rétention scolaire est la proportion d'élèves inscrits en première année du cycle primaire qui restent scolarisés jusqu'à la dernière année du cycle. Le taux d'achèvement des études primaires est la proportion d'élèves qui terminent la dernière année du primaire).

¹⁰ Ministère de la planification nationale et du développement économique, Ministère de la santé et UNICEF. 2011. Enquête par grappes à indicateurs multiples au Myanmar, 2009–2010. Nay Pyi Taw.

¹¹ Une étude approfondie du secteur de l'éducation devant être réalisée au cours des deux années à venir devrait évaluer les lacunes et estimer les besoins du secteur.

¹² Équipe de pays des Nations Unies au Myanmar, 2012. Cadre stratégique des Nations Unies 2012–2015.

¹³ UNICEF. 2012. *La situation des enfants dans le monde*. New York.

¹⁴ Équipe de pays des Nations Unies au Myanmar. 2011. *Thematic Analysis 2011: Achieving the Millennium Development Goals in Myanmar*.

¹⁵ FAO et PAM. 2010. *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde*. Rome.

¹⁶ Évaluation commune des conditions de vie des ménages. 2011. La "pauvreté alimentaire" est un indicateur de précarité extrême puisqu'elle signifie que l'intégralité du revenu du ménage est consacrée à la nourriture.

¹⁷ FAO et PAM. 2009. Mission d'évaluation des cultures et de la sécurité alimentaire.

11. L'insécurité alimentaire des ménages résulte principalement de l'impossibilité d'accéder à une nourriture suffisante tout au long de l'année. La production est limitée faute d'accès à la terre, au crédit et à des installations d'entreposage après récolte. Le sous-développement des marchés et le manque d'infrastructures empêche de nombreux ménages ruraux de s'approvisionner en produits alimentaires dans les zones excédentaires. Bien qu'il existe des épiceries dans la plupart des communes, 35 pour cent seulement des villages inclus dans le suivi du PAM disposent d'un marché; le marché le plus proche peut se situer à une heure de marche. Les groupes les plus durement touchés par l'insuffisance de l'accès aux produits alimentaires sont notamment les travailleurs sans terre, les petits paysans pratiquant l'agriculture d'altitude ou l'agriculture pluviale dans des régions où les pluies sont peu fiables, ainsi que les ménages dirigés par une femme¹⁸.
12. La prévalence nationale du retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans est de 35 pour cent¹⁹, ce qui classe le Myanmar dans la catégorie des pays "qui portent un lourd fardeau" – c'est-à-dire au nombre des 24 pays où l'on trouve le plus d'enfants de moins de 5 ans souffrant de troubles de croissance modérés ou graves²⁰. Vingt-trois pour cent des enfants de moins de 5 ans souffrent d'insuffisance pondérale et 8 pour cent d'émaciation modérée ou grave²¹.
13. La moitié des enfants de 12 à 59 mois ne reçoivent pas le supplément semestriel en vitamine A que le Ministère de la santé recommande de leur administrer et il est peu probable que leur consommation de fruits et de légumes leur apporte la vitamine A nécessaire pour satisfaire leur besoin journalier minimal¹⁹. Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) signale une forte prévalence de l'anémie chez les femmes et les enfants et des cas de béribéri chez les femmes enceintes et les nourrissons dus à une carence en vitamine B1²².

POLITIQUES, CAPACITÉS ET ACTIONS DU GOUVERNEMENT ET D'AUTRES INTERVENANTS

Politiques, capacités et actions du Gouvernement

14. À la suite d'un atelier national sur le développement rural et la lutte contre la pauvreté tenu en mai 2011, le Président du Myanmar a réaffirmé l'attachement de son gouvernement au développement de zones prioritaires et s'est engagé à ramener le taux de pauvreté dans le pays à 16 pour cent d'ici à 2015.

¹⁸ Les perspectives économiques sont limitées faute d'accès aux marchés régionaux pendant la mousson, les ménages ayant également difficilement accès à la nourriture si les stocks locaux baissent. Ceux qui ont accès à la terre pratiquent une agriculture pluviale de subsistance en recourant dans bien des cas aux techniques de la culture sur brûlis ou des cultures itinérantes. Ceux qui n'ont pas de terre dépendent du travail salarié ou migrent vers les régions avoisinantes.

¹⁹ Enquête par grappes à indicateurs multiples au Myanmar, 2009–2010.

²⁰ UNICEF. 2009. Suivi des progrès en matière de nutrition maternelle et infantile. New York.

²¹ Gouvernement du Myanmar et UNICEF. 2011. Enquête par grappes à indicateurs multiples au Myanmar, 2009–2010.

²² UNICEF. 2005. Enquête Ministère de la santé/UNICEF sur les micronutriments. Le taux d'anémie ferriprive était de 65 pour cent pour les enfants en âge préscolaire et de 80 pour cent pour les enfants de 6 à 23 mois.

15. Les soins de santé et les réformes du système éducatif sont les grands axes de la politique gouvernementale. Lors d'une conférence sur la politique de développement tenue en février 2012, l'accent a été mis sur l'amélioration de la santé et de l'éducation comme moyen d'accélérer la croissance. Le Gouvernement a montré son engagement à cet égard en doublant les budgets des ministères concernés pour l'exercice budgétaire à venir.
16. Vu le coût des dommages causés par les catastrophes naturelles récentes, le Gouvernement a renforcé ses moyens de réduction des risques de catastrophe, par exemple en adoptant le Plan d'action du Myanmar pour la réduction des risques de catastrophe. Mais dans certains cas, la nature et l'envergure des interventions nécessaires ont largement dépassé les moyens disponibles.

Politiques, capacités et actions d'autres acteurs

17. Le Cadre stratégique des Nations Unies pour le Myanmar (2012–2015) guide la programmation compte tenu des problèmes recensés par l'équipe de pays des Nations Unies, les pouvoirs publics et d'autres parties prenantes. La toute première priorité est de stimuler une croissance sans exclusive, la deuxième de développer l'accès équitable à des services sociaux de qualité et la troisième de réduire la vulnérabilité face aux catastrophes naturelles et au changement climatique.

Coordination

18. Les activités relatives à la sécurité alimentaire sont coordonnées par des organismes nationaux et régionaux. Le PAM et la FAO président le groupe thématique de la sécurité alimentaire et de l'agriculture; le PAM participe aux travaux des groupes techniques sur la nutrition, le VIH, l'éducation et la réduction des risques de catastrophe. Au niveau régional, le PAM, du fait de son importante présence sur le terrain, dirige divers groupes de travail.
19. En partenariat avec l'UNICEF, des organisations non gouvernementales (ONG) et d'autres organismes, le PAM aide le Myanmar à mettre en œuvre le Cadre d'action pour l'initiative Renforcer la nutrition.

OBJECTIFS DE L'ASSISTANCE DU PAM

20. L'objectif du PAM est de favoriser un développement plus équitable dans le pays, et il entend accompagner la réconciliation nationale en réduisant la pauvreté, l'insécurité alimentaire et la dénutrition et en augmentant la capacité de résistance des communautés les plus vulnérables.
21. Durant la période de transition, les objectifs du PAM pour la période 2013–2015, conformément à ses Objectifs stratégiques 1 et 3²³ et aux OMD 1, 2, 3, 4 et 6²⁴, sont les suivants:
- Se préparer et intervenir lors des catastrophes naturelles cycliques et d'autres crises, à l'appui des efforts déployés par le Gouvernement (Objectif stratégique 1).

²³ Objectifs stratégiques – 1: sauver des vies et protéger les moyens de subsistance dans les situations d'urgence; 3: remettre sur pied les communautés et reconstituer leurs moyens de subsistance après un conflit ou une catastrophe ou dans les périodes de transition.

²⁴ OMD 1: réduire l'extrême pauvreté et la faim; OMD 2: assurer l'éducation primaire pour tous; OMD 3: promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes; OMD 4: réduire la mortalité des enfants de moins de 5 ans; OMD 6: combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies.

- Aider au redressement après les catastrophes grâce au rétablissement et à la remise en état des avoirs productifs, dans le but d'améliorer la sécurité alimentaire des ménages et d'offrir des perspectives socioéconomiques aux groupes les plus vulnérables, afin de contribuer à la réconciliation nationale (Objectif stratégique 3).
- Lutter contre la dénutrition touchant les groupes les plus vulnérables (garçons, filles, femmes enceintes et mères allaitantes) et appuyer d'autres groupes à risque, notamment les personnes vivant avec le VIH et la tuberculose (Objectif stratégique 3).
- Améliorer la scolarisation des enfants et combattre le décrochage scolaire dans le cycle primaire (Objectif stratégique 3).

STRATÉGIE D'INTERVENTION DU PAM

Nature et efficacité de l'assistance apportée à ce jour en matière de sécurité alimentaire

22. Le PAM est présent depuis 1994 au Myanmar, où il a exécuté plusieurs opérations d'urgence. L'intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) 200032 (2010-2012) a recouru à divers outils pour répondre aux besoins des groupes vulnérables exposés à l'insécurité alimentaire dans les États de Rakhine Nord, Chin, Kachin et Shan et certaines parties de la Région de Magway.
23. Les secours fournis dans les zones où sévissait une insécurité alimentaire critique ont permis de sauver des vies, de stabiliser la consommation alimentaire et de combler les déficits en période de soudure. La distribution de vivres aux populations vulnérables des zones frontalières a contribué à la stabilisation des populations et au bon roulement du processus de paix.
24. Les activités Vivres pour la création d'avoirs (VCA) en faveur des ménages vivant dans l'insécurité alimentaire représentaient, en l'absence d'un régime public de protection sociale, le seul transfert de ressources fiable.
25. Des activités Espèces pour la création d'avoirs (ECA) ont été mises en place à titre expérimental en 2011 dans des municipalités plus accessibles ciblées par le PAM. Les activités ECA se sont avérées être un dispositif de transfert efficace dans les zones où les marchés fonctionnaient et dans les situations où il fallait intervenir sur le champ. Dans le cadre de ces projets pilotes, des systèmes simples de distribution par l'entremise de partenaires coopérants ont été mis en place en utilisant des cartes de rationnement, le personnel du PAM vérifiant que les activités étaient dûment menées à bien. La question de l'utilisation de transferts monétaires pour couvrir des dépenses autres que celles consacrées à la nourriture ne s'est pas posée dans la mesure où la part des dépenses des ménages consacrée à l'alimentation est en moyenne de 68 pour cent au Myanmar, et atteint 74 pour cent pour les 30 pour cent les plus pauvres de la population²⁵; en outre, la remise de l'argent aux femmes et le suivi des activités ont également contribué à réduire ce risque. Toutefois, la moitié des opérations du PAM au Myanmar se déroulent dans l'État de Rakhine Nord, où les transferts monétaires sont très risqués en raison de problèmes de sécurité et irréalisables compte tenu de la situation sociopolitique et de l'absence de partenaires.

²⁵ PNUD. 2011. Profil de la pauvreté 2011 (données de 2010).

26. En raison de la rareté des services de santé au Myanmar, les interventions nutritionnelles du PAM visaient à combler les carences nutritionnelles chez les femmes et les jeunes enfants. Les résultats les plus positifs ont été obtenus dans les cas où l'assistance du PAM complétait des services fournis par des partenaires. La nature et l'envergure des interventions du PAM ont été trop limitées pour entraîner une amélioration notable des indicateurs nutritionnels nationaux.
27. Selon un examen à mi-parcours effectué en décembre 2011 de l'IPSR 200032, les rations à emporter distribuées dans le cadre des activités d'alimentation scolaire dans l'État de Rakhine Nord ne parvenaient pas toujours à ceux qui ne pouvaient pas se permettre de scolariser leurs enfants. Dans d'autres régions, certaines observations ont donné à penser que les parents étaient de plus en plus désireux de scolariser leurs enfants et, dans certains cas, n'avaient plus besoin d'une incitation alimentaire pour le faire.
28. L'examen à mi-parcours a également permis de constater ce qui suit:
- l'action du PAM a donné de bons résultats là où les besoins étaient très importants en raison des facteurs structurels de l'insécurité alimentaire et de l'incidence sporadique de crises aiguës;
 - une collaboration plus productive avec le Gouvernement a ouvert de nouvelles perspectives en matière d'amélioration de l'accès et de diversification des moyens d'intervention; et
 - l'assistance future devrait, dans la mesure du possible, être regroupée, par exemple en prévoyant des distributions d'aliments nutritifs et des activités d'alimentation scolaire et de création d'emplois au sein des mêmes communautés, et en harmonisant les activités avec celles menées par les partenaires.

Grands axes de la stratégie

29. Conformément à ses principes de programmation, le PAM entend:
- respecter les principes humanitaires, rendre des comptes et faire preuve d'efficacité et d'efficacités quelles que soient les formes d'engagement choisies;
 - mettre l'accent sur la prévention pour s'attaquer aux causes de l'insécurité alimentaire et de la dénutrition, par exemple en intégrant la réduction des risques de catastrophe à la conception des programmes et en se tenant prêt à intervenir en cas de crise de la sécurité alimentaire;
 - faire fond sur les connaissances et recourir à l'innovation pour appuyer l'élaboration de politiques et de méthodes de réduction de l'insécurité alimentaire et de la dénutrition;
 - prendre en compte les disparités entre les sexes et garantir un traitement égal aux femmes et aux hommes; et
 - promouvoir les partenariats et la coordination et rechercher des possibilités de programmation conjointe.

Activité 1: Secours

30. Le PAM continuera de fournir une assistance à titre de secours aux ménages très démunis exposés à une insécurité alimentaire extrême dans l'État de Rakhine Nord, en comblant le déficit alimentaire annuel de sept mois qui se produit pendant la période de soudure.

31. Dans les zones frontalières touchées par des conflits, le PAM fournira des secours alimentaires aux personnes déplacées à l'intérieur du pays pour assurer leur sécurité alimentaire et aux personnes de retour chez elles pour les aider à se réinstaller. Une assistance aux ménages des zones où l'insécurité alimentaire est cyclique et la capacité de production insuffisante sera également envisagée après avoir réalisé des évaluations de la sécurité alimentaire.
32. Le PAM se préparera à intervenir en cas de crise de la sécurité alimentaire causée par des catastrophes naturelles. Une assistance alimentaire de courte durée sera fournie aux bénéficiaires ciblés au moyen d'évaluations réalisées en collaboration avec le Gouvernement et d'autres partenaires.

Activité 2: Nutrition

33. Le PAM a pour but de réduire la dénutrition anténatale et postnatale en répondant aux besoins nutritionnels spécifiques, en particulier au cours des 1 000 premiers jours de la vie car la malnutrition entre la conception et l'âge de 2 ans peut entraîner des dommages irréversibles. À cette fin, il entend: i) traiter la malnutrition aiguë modérée chez les enfants de 6 à 59 mois au moyen d'une supplémentation alimentaire ciblée; ii) prévenir la malnutrition aiguë chez les enfants de 6 à 23 mois, les femmes enceintes et les mères allaitantes; et iii) prévenir le retard de croissance en apportant une assistance aux enfants de 6 à 23 mois, aux femmes enceintes et aux mères allaitantes.
34. Les activités incluront:
 - la distribution de produits alimentaires et une supplémentation en micronutriments pour les femmes enceintes et les mères allaitantes en vue d'accroître l'apport calorique et l'apport en micronutriments;
 - la fourniture de suppléments alimentaires et d'aliments enrichis complémentaires pour les enfants, afin de réduire la prévalence de la malnutrition dans les zones ciblées; et
 - l'harmonisation de ces activités avec les interventions complémentaires de partenaires tels que l'UNICEF, le Fonds des Nations Unies pour la population, le Gouvernement et des ONG, par exemple la promotion de l'allaitement maternel, l'immunisation, la supplémentation en micronutriments, les traitements anthelminthiques, l'éducation nutritionnelle et le suivi de la croissance.
35. Des études de suivi sont prévues pour évaluer l'efficacité de ces méthodes dans le but de fournir des éclairages en vue de leur application à plus grande échelle à l'avenir.

Activité 3: Relèvement après les catastrophes grâce au rétablissement et à la remise en état des avoirs productifs

36. Lorsqu'il aura satisfait les besoins urgents après une catastrophe naturelle, le PAM évaluera s'il est nécessaire et possible pour les groupes cibles de passer à une assistance alimentaire liée à la création d'avoirs. Des activités similaires seront exécutées dans les zones touchées par des conflits ou par une forte insécurité alimentaire. Dans le cadre de ces activités, on renforcera les avoirs des ménages et des communautés de façon à: i) atténuer l'impact des catastrophes futures au moyen de la conservation des sols, la gestion des bassins versants, l'aménagement des sols en banquettes et d'autres mesures de lutte contre l'érosion des sols; ii) améliorer l'accès aux marchés grâce à la remise en état ou à la construction d'ouvrages d'infrastructure; et iii) diversifier les sources de revenus.

37. La décision d'opter pour un transfert de produits alimentaires ou pour un transfert monétaire dépendra de la saison – les routes sont mauvaises pendant la saison des pluies – ainsi que des prix et de la disponibilité des produits sur les marchés. Les transferts seront subordonnés à la fourniture de main-d'œuvre dans le cadre des programmes de travaux.
38. Le PAM travaillera en partenariat avec la FAO et l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime en vue d'aider les anciens producteurs de pavot en leur fournissant des semences, des outils et une assistance alimentaire pour promouvoir l'adoption de nouveaux moyens de subsistance.

Activité 4: Alimentation scolaire

39. Le développement de l'éducation est l'un des grands objectifs politiques du Gouvernement; le PAM collaborera avec le Ministère de l'éducation et l'UNICEF dans le cadre du programme d'alimentation alimentaire pour améliorer l'accès des enfants à l'école et lutter contre l'abandon scolaire, et veillera à la qualité de l'enseignement dispensé en concluant des partenariats avec des organismes des Nations Unies et des ONG. Son action complétera les activités menées par l'UNICEF concernant les écoles "amies des enfants" et le développement de la petite enfance sur des sites qui seront sélectionnés car ils présentent des indicateurs d'instruction faibles.
40. Compte tenu des indicateurs de vulnérabilité et d'instruction et conformément aux recommandations issues de l'examen à mi-parcours, les activités comprendront: i) la distribution d'une ration quotidienne de 75 grammes de biscuits enrichis aux élèves des maternelles et des écoles primaires en vue d'encourager l'assiduité et d'améliorer les facultés d'apprentissage; ou ii) la distribution de 10 kilogrammes de riz par mois pendant l'année scolaire sous forme d'une ration à emporter dans les zones où l'insécurité alimentaire et le faible taux de scolarisation justifient un transfert alimentaire aux familles. La collation enrichie distribuée dans les écoles augmentera l'apport en micronutriments et améliorera l'état nutritionnel et sanitaire. Une enquête évaluera l'efficacité de l'alimentation scolaire, en particulier la mise en place des collations quotidiennes.

Activité 5: VIH/tuberculose

41. Une assistance alimentaire sera fournie aux personnes vivant avec le VIH qui suivent une thérapie antirétrovirale et aux patients atteints de tuberculose suivant un traitement de brève durée sous surveillance directe (DOTS), afin de garantir la récupération nutritionnelle et le succès du traitement.

Stratégie de transfert des responsabilités

42. Le développement de la capacité nationale d'évaluation de l'insécurité alimentaire et de la dénutrition et des moyens d'intervention permettra d'améliorer la durabilité et les perspectives de transfert du programme. Le PAM s'efforcera d'influer sur les politiques nationales et de renforcer les moyens dont dispose le pays pour qu'il puisse assumer la responsabilité des activités dès que possible. Il faudra pour cela fournir au Gouvernement un mécanisme d'évaluation de la vulnérabilité et un système de suivi de la sécurité alimentaire, et instaurer des partenariats avec des universités du pays.
43. Le calendrier et l'ampleur des stratégies de transfert des responsabilités dépendront du développement de la capacité nationale et des politiques qui seront adoptées en matière de sécurité alimentaire et de nutrition en faveur des populations pauvres. Les activités d'atténuation des effets des catastrophes et d'intervention en cas de crise ainsi que de partage des connaissances viseront essentiellement à développer les moyens des partenaires nationaux.

BÉNÉFICIAIRES ET CIBLAGE

44. La présente IPSR s'adressera à 1 570 000 bénéficiaires, dont 52 pour cent de femmes. Le PAM entend venir en aide aux groupes les plus vulnérables des zones exposées à l'insécurité alimentaire de l'État de Rakhine Nord et des États Chin, Kachin et Shan ainsi que de la Région de Magway. Dans les États Kayah, Kayin et Mon et dans la Région de Taninthary, les activités cibleront les personnes vulnérables déplacées à l'intérieur du pays et les ménages de retour chez eux (voir la carte à l'annexe III).
45. En 2011, le PAM a mis en place un système de suivi de la sécurité alimentaire dans toutes ses zones d'intervention. Une intervention pilote lancée en novembre 2011 dans 23 des 324 communes du pays a montré que l'État Chin, en particulier sa partie sud, et la Région de Magway étaient les zones du Myanmar le plus exposées à l'insécurité alimentaire. Le plus grand nombre de personnes exposées à une insécurité alimentaire modérée ou grave vivaient dans l'État de Rakhine et dans la Région de Magway, suivis par la partie septentrionale de l'État Shan et l'État Chin. Au fur et à mesure que le système de suivi de la sécurité alimentaire sera étendu, d'autres données seront recueillies pour améliorer le ciblage géographique.
46. Le PAM et ses partenaires estimeront les besoins alimentaires des populations ciblées au moyen d'évaluations de la sécurité alimentaire, qui seront précisées avec les données provenant du suivi régulier de la sécurité alimentaire.
47. Pour les activités de secours, les critères de ciblage donneront la priorité aux personnes touchées par des catastrophes survenues brutalement et aux personnes exposées à une insécurité alimentaire extrême sans revenu et très endettées. Dans l'État de Rakhine Nord, les ménages bénéficiaires sélectionnés seront ceux qui n'ont pas de terre, pas de revenu et pas d'enfants de plus de 16 ans ayant un emploi, et qui ne bénéficient d'aucune autre assistance extérieure.
48. Les activités nutritionnelles seront mises en œuvre compte tenu des résultats de la toute dernière enquête par grappes à indicateurs multiples, de façon à repérer les zones où la prévalence du retard de croissance et de l'émaciation est la plus forte, notamment dans les États Chin, Kayah et de Rakhine et dans la Région de Magway. Le ciblage des enfants souffrant de malnutrition aiguë modérée se fera sur la base de critères de début et de fin de prise en charge bien définis²⁶. La prévention de l'émaciation passera par une distribution générale d'aliments composés avec les rations de secours. Pour prévenir le retard de croissance, une alimentation complémentaire généralisée est prévue dans certains villages. Les critères de sélection des bénéficiaires seront définis en collaboration avec l'UNICEF, le Ministère de la santé et les partenaires œuvrant dans le domaine de la nutrition. Les activités de prévention privilégieront les enfants de moins de deux ans, les femmes enceintes et les mères allaitantes.
49. Les bénéficiaires des activités relatives à la création d'avoirs seront sélectionnés en fonction de leur degré d'insécurité alimentaire et de leur localisation dans des zones sujettes aux catastrophes ou venant d'être frappées par une catastrophe. Le PAM s'appliquera à respecter l'égalité entre les sexes lors de la sélection des bénéficiaires. Si les produits alimentaires restent la principale modalité de transfert, l'utilisation d'espèces sera

²⁶ Les critères de début et de fin de prise en charge sont liés à la mesure du périmètre brachial. Les enfants dont le périmètre brachial se situe entre 115 et 125 millimètres bénéficient du traitement. Voir également: Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et PAM. 2009. Manuel pour l'alimentation sélective – la prise en charge de la malnutrition dans les situations d'urgence.

envisagée pour les activités de création d'avoirs dans les zones où la valeur alpha²⁷ est inférieure à 1, où il existe des marchés intégrés et fonctionnels et où l'on trouve des partenaires ayant une expérience des programmes recourant aux transferts monétaires.

50. En matière d'alimentation scolaire, le PAM ciblera les zones où les taux de scolarisation et de poursuite des études sont inférieurs à la moyenne nationale. Dans des zones telles que l'État de Rakhine Nord et la Région de Magway, les rations mensuelles à emporter restent nécessaires en raison de l'insécurité alimentaire importante. Dans d'autres zones, les enfants scolarisés recevront chaque jour à l'école des collations enrichies pour les inciter à être assidus et développer leurs facultés d'apprentissage.
51. L'activité relative au VIH et à la tuberculose ciblera les bénéficiaires par le biais des programmes thérapeutiques exécutés par les partenaires coopérants. Des produits alimentaires seront fournis aux patients recevant des antirétroviraux durant les six premiers mois de leur traitement; les patients bénéficiant d'un traitement DOTS recevront des vivres pendant toute la durée de la thérapie.
52. L'enregistrement des bénéficiaires et les contrôles sur le terrain se poursuivront pour toutes les activités. Dans des zones telles que l'État de Rakhine Nord, le PAM se chargera lui-même de l'exécution de ces activités parce qu'aucun partenaire n'est disponible.

| TABLEAU 1: BÉNÉFICIAIRES, PAR ACTIVITÉ | | | |
|---|-----------------------|----------------------|------------------|
| Activité | Hommes/garçons | Femmes/filles | Total |
| 1. Secours | 147 500 | 147 500 | 295 000 |
| 2. Nutrition | | | |
| Traitement de la malnutrition aiguë modérée | 11 570 | 17 070 | 28 640 |
| Prévention de la malnutrition aiguë | 18 870 | 27 830 | 46 700 |
| Prévention du retard de croissance | 9 560 | 14 100 | 23 660 |
| 3. Redressement après une catastrophe | | | |
| Activités VCA | 234 000 | 234 000 | 468 000 |
| Activités ECA | 20 500 | 20 500 | 41 000 |
| 4. Alimentation scolaire | | | |
| Collations | 46 000 | 46 000 | 92 000 |
| Rations à emporter (enfants scolarisés) | 131 000 | 131 000 | 262 000 |
| Rations à emporter (membres de la famille) | 524 000 | 524 000 | 1 048 000 |
| 5. VIH/tuberculose | 11 500 | 11 500 | 23 000 |
| TOTAL | 1 154 500 | 1 173 500 | 2 328 000 |
| Total, après ajustement* | 754 000 | 816 000 | 1 570 000 |

* Les totaux sont ajustés pour éviter de compter deux fois les bénéficiaires de plusieurs composantes, notamment: les enfants traités car atteints de malnutrition aiguë modérée qui bénéficient par ailleurs des activités de secours; et les bénéficiaires des activités VCA/ECA et d'alimentation scolaire quand celles-ci sont exécutées sur un même site.

²⁷ La valeur alpha compare le coût de la distribution de produits alimentaires en nature à la valeur sur le marché local des mêmes produits obtenus au moyen de transferts monétaires ou de bons. Une valeur alpha de 0,75 indique que, pour chaque dollar de produits alimentaires distribués en nature, les bénéficiaires pourraient acheter l'équivalent de 1,33 dollar si on leur avait remis un dollar en espèces.

CONSIDÉRATIONS D'ORDRE NUTRITIONNEL, RATIONS ET VALEUR DES TRANSFERTS MONÉTAIRES

53. Compte tenu des problèmes nutritionnels qui persistent en raison du manque de diversité du régime alimentaire en milieu rural et dans les zones frontalières, les rations sont conçues pour répondre à des besoins particuliers.
- Les rations de secours seront complétées par une ration d'aliments composés pour prévenir la malnutrition aiguë.
 - Au titre de l'assistance alimentaire fournie dans le cadre des activités visant à créer des avoirs et à améliorer les moyens de subsistance, des légumes secs et de l'huile végétale seront distribués pour améliorer la teneur en protéines et la diversité du régime alimentaire.
 - Pour lutter contre les carences en micronutriments, du sel iodé et de l'huile enrichie en vitamine A seront fournis. Si nécessaire, une activité pilote de distribution de micronutriments, sous forme de suppléments ou en poudre, sera envisagée.
 - L'aliment composé enrichi produit localement, le Supercereal (un mélange riz-soja)²⁸ et les suppléments en micronutriments importés seront distribués dans le cadre de la composante relative à la nutrition. Pendant le déroulement de l'IPSR, le PAM évaluera l'efficacité du Supercereal dans la prévention du retard de croissance et lancera avec l'UNICEF et les ministères compétents une concertation au sujet des produits nutritionnels au Myanmar.
54. Pour les activités d'alimentation scolaire, il est prévu de distribuer aux bénéficiaires une collation composée de biscuits enrichis à consommer à l'école ou une ration de riz à emporter, en fonction des circonstances locales. Des suppléments ou des micronutriments en poudre pourraient accompagner la ration à emporter en fonction des résultats des évaluations de la nutrition dans les zones ciblées.
55. La valeur des transferts monétaires sera calculée en fonction des tarifs locaux du travail, qui varient considérablement. Il est prévu de donner en moyenne 2,50 dollars²⁹ par jour, ce qui correspond à 80 pour cent du tarif moyen. La disponibilité et les prix des produits alimentaires ainsi que l'accessibilité et le fonctionnement des marchés feront l'objet d'un suivi régulier.

²⁸ L'usine qui fabrique le Supercereal ne dispose pas du matériel nécessaire pour ajouter de la poudre de lait écrémé afin de produire du Supercereal Plus.

²⁹ Équivalant à 2 000 kyats du Myanmar en mai 2012.

TABLEAU 2: RATIONS ALIMENTAIRES/TRANSFERTS, PAR ACTIVITÉ (g/personne/jour)

| | Secours | Nutrition | | | | | Activités ECA/VCA | Alimentation scolaire | | VIH/tuberculose |
|---|---------------|---|-------------------------------------|------------------------|---------------------------------------|------------------------|-------------------|-----------------------|---------------------|-----------------|
| | | Traitement de la malnutrition aiguë modérée | Prévention de la malnutrition aiguë | | Prévention du retard de croissance | | | Collations* | Ration à emporter | |
| | | | Enfants de 6 à 59 mois | Enfants de 6 à 23 mois | Femmes enceintes et mères allaitantes | Enfants de 6 à 23 mois | | | | |
| Riz | 450 | – | – | 175 | – | 175 | 450 | – | 333 | 400 |
| Légumes secs | 60 | – | – | 60 | – | 60 | 60 | – | – | 60 |
| Huile | 30 | 43** | – | 20 | – | 20 | 20 | – | – | 33 |
| Sel | 5 | – | – | 5 | – | 5 | 5 | – | – | 5 |
| Aliments composés*** | – | 253 | 130 | – | 100 | – | – | – | – | 63 |
| Suppléments en micronutriments | – | – | – | 1 | – | 1 | – | – | – | – |
| Biscuits enrichis | – | – | – | – | – | – | – | 75 | – | – |
| Transferts monétaires (dollars/personne/jour) | – | – | – | – | – | – | 2,5 | – | – | – |
| TOTAL | 545 | 253 | 130 | 261 | 100 | 261 | 535 | 75 | 333 | 561 |
| Total kcal/jour | 2 104 | 974 | 501 | 1 025 | 385 | 1 025 | 2 015 | 338 | – | 2 194 |
| Pourcentage de kcal d'origine protéique | 8,2 | – | – | – | – | – | 8,6 | – | – | – |
| Pourcentage de kcal d'origine lipidique | 15,3 | – | – | – | – | – | 11,6 | – | – | – |
| Nombre de jours d'alimentation par an | 30 jours/mois | 180 jours/an | 270 jours/an | 270 jours/an | 360 jours/an | 270 jours/an | 60 jours/an | 22 jours sur 8 mois | 30 jours sur 8 mois | 180 jours/an |

* Les écoliers reçoivent déjà des repas à l'école; les collations distribuées apportent des calories, des nutriments et des minéraux supplémentaires.

** Action contre la faim traite la malnutrition aiguë modérée dans l'État de Rakhine Nord; le PAM fournit de l'huile pour compléter l'aliment composé distribué. Dans d'autres zones, le PAM ne fournit que l'aliment composé.

*** Le Supercereal produit localement est mélangé avec du sucre et de l'huile lors de sa production. Sa valeur énergétique pour 100 grammes est de 429 kilocalories – soit une valeur supérieure à la valeur énergétique standard du mélange riz-soja figurant dans le tableau 2.

| TABLEAU 3: TOTAL DES BESOINS EN PRODUITS ALIMENTAIRES/ESPÈCES, PAR ACTIVITÉ (en tonnes) | | | | | | | | | | |
|--|---------------|---|-------------------------------------|------------------------|---------------------------------------|------------------------|------------------|-----------------------|-------------------|-----------------|
| | Secours | Nutrition | | | | | ECA/VCA | Alimentation scolaire | | VIH/tuberculose |
| | | Traitement de la malnutrition aiguë modérée | Prévention de la malnutrition aiguë | | Prévention du retard de croissance | | | Collations* | Ration à emporter | |
| | | | Enfants de 6 à 59 mois | Enfants de 6 à 23 mois | Femmes enceintes et mères allaitantes | Enfants de 6 à 23 mois | | | | |
| Riz | 66 690 | – | – | 1 455 | – | 882 | 29 160 | – | 42 358 | 3 888 |
| Légumes secs | 8 892 | – | – | 499 | – | 302 | 3 888 | – | – | 583 |
| Huile végétale | 4 446 | 462 | – | 166 | – | 101 | 1 296 | – | – | 321 |
| Sel iodé | 741 | – | – | 42 | – | 25 | 324 | – | – | 49 |
| Aliment composé | – | 683 | 2 973 | – | 2 052 | – | – | – | – | 612 |
| Suppléments micronutriments | – | – | – | 8 | – | 5 | – | – | – | – |
| Biscuits enrichis | – | – | – | – | – | – | – | 2 640 | – | – |
| Total, produits alimentaires | 80 769 | 1 145 | 2 973 | 2 170 | 2 052 | 1 315 | 34 668 | 2 640 | 42 358 | 5 453 |
| Espèces (en dollars) | | | | | | | 2 700 000 | | | |

* Les écoliers reçoivent déjà des repas à l'école; les collations distribuées apportent des calories, des nutriments et des minéraux supplémentaires.

DISPOSITIFS D'EXÉCUTION

56. Le PAM exécutera ces activités par l'entremise de partenaires coopérants ou s'en chargera lui-même dans les zones où les partenaires sont rares, par exemple dans l'État de Rakhine Nord ainsi que dans les zones frontalières où l'accès est limité.
57. Le PAM veillera à ce que les femmes participent aux activités et à ce que leurs besoins soient pris en compte, notamment dans l'État de Rakhine Nord où l'assistance alimentaire peut renforcer leur rôle au sein de leur communauté. En application de sa stratégie en matière de protection, le PAM accorde une place centrale aux femmes et à leur protection, ce qui garantit que les préoccupations des populations ciblées sont régulièrement réexaminées et prises en compte lors de visites sur le terrain. Des données ventilées par sexe sont recueillies pour toutes les activités.
58. Des méthodes de planification participative et des normes de qualité seront appliquées pour choisir les activités visant à créer des avoirs.

Partenaires

59. Au Myanmar, le PAM compte au nombre de ses partenaires huit ONG locales, 18 ONG internationales et trois organismes des Nations Unies. Pourtant, il assure lui-même 43 pour cent des distributions car ses partenaires n'ont pas tous accès à certaines régions. Les

activités sont menées en consultation avec les organismes gouvernementaux de contrepartie, qui délivrent également les permis d'accès et les licences d'importation.

60. Les activités nutritionnelles seront exécutées en collaboration avec l'UNICEF, le Réseau technique de la nutrition du Myanmar et les partenaires de l'initiative Renforcer la nutrition. Le PAM consultera ses partenaires du groupe de travail sur la réduction des risques de catastrophe au sujet de ses activités de création d'avoirs. Pour l'alimentation scolaire, il œuvre avec le groupe de travail sur l'éducation et collabore à l'étude approfondie en cours du secteur de l'éducation.
61. S'agissant des transferts monétaires, un dispositif de distribution simple (argent glissé dans une enveloppe) sera utilisé au départ, en recourant aux partenaires coopérants; le PAM veillera à la séparation des tâches et à ce que des contrôles financiers rigoureux soient effectués. Ce dispositif sera adapté dès que des prestataires de services financiers seront disponibles.

Capacités

62. Le PAM a huit bureaux auxiliaires et une antenne locale au Myanmar, deux antennes locales supplémentaires devant être installées pour les régions frontalières des États Kayah et Kayin. Ces divers bureaux exécutent les activités, appuient les partenaires coopérants et assurent la liaison avec les autorités locales.

Articles non alimentaires

63. Des outils et des matériaux de construction seront fournis localement par les partenaires coopérants et les communautés. Des campagnes de sensibilisation seront menées dans le cadre de l'activité nutritionnelle, en collaboration avec des partenaires.

Achats

64. Le riz, les légumes secs et le sel seront achetés localement; l'huile végétale et les biscuits enrichis seront importés. Le PAM travaille depuis 2011 avec un fabricant local pour produire du Supercereal, et il s'efforce d'acheter de petites quantités de produits alimentaires aux vendeurs implantés à proximité des zones d'intervention de façon à réduire les délais de livraison et les coûts de transport, ainsi que de stimuler les économies locales. Un suivi régulier permet de s'assurer que les marchés locaux ne sont pas perturbés ou faussés.

Logistique

65. Yangon est le port d'entrée dans le pays. Depuis la mi-2011, de nombreux partenaires coopérants se chargent du transport des vivres jusqu'aux points de distribution. Dans les zones où la capacité de transport est limitée, le PAM se chargera lui-même de la livraison.
66. Le PAM a développé les capacités d'entreposage de quatre bureaux auxiliaires pour qu'ils servent de réserves stratégiques pour le prépositionnement de vivres et d'articles non alimentaires en prévision de situations d'urgence.

SUIVI DE LA PERFORMANCE

67. Le système de suivi repose sur des données ventilées par sexe régulièrement recueillies par le PAM et ses partenaires. Les indicateurs de performance sont régulièrement mesurés par le biais de groupes de discussion et d'enquêtes communautaires.

68. Le suivi tiendra compte d'indicateurs tels que l'utilisation par les bénéficiaires et la satisfaction de ceux-ci, les scores de consommation alimentaire et les préoccupations exprimées sur les sites des distributions. Une base de données en ligne a été créée pour regrouper et suivre l'information.
69. La sécurité alimentaire des ménages fera l'objet d'une surveillance saisonnière grâce au nouveau système de suivi de la sécurité alimentaire, actuellement mis en œuvre en collaboration avec les principales parties prenantes. Ce dispositif sera complété par des évaluations périodiques de grande envergure réalisées en collaboration avec la FAO, le PNUD, l'UNICEF, le HCR, les ONG et le Gouvernement.

GESTION DES RISQUES

70. Du fait des risques de catastrophe naturelle, la préparation doit être importante. De nombreuses personnes continuent d'être déplacées par des conflits locaux dans l'est et le sud-est du Myanmar. Dans le cadre de l'activité ayant trait aux secours, le PAM a mis en place un dispositif d'intervention rapide qui permettra d'améliorer la réactivité du Gouvernement et des autres partenaires.
71. Le PAM est bien résolu à renforcer la capacité d'intervention du pays en cas de chocs et de catastrophes naturelles survenant brutalement. Les mesures de préparation aux situations d'urgence comprennent l'installation d'entrepôts dans les zones d'intervention, le prépositionnement de vivres avant la saison des pluies et des formules de transport novatrices.
72. Les risques contextuels sont notamment l'arrêt des réformes politiques et les conséquences qu'il pourrait avoir, y compris l'insuffisance du soutien apporté par les donateurs. Une perturbation grave du financement des opérations du PAM, en particulier en période de soudure, entraînerait une famine généralisée dans l'État de Rakhine Nord et la Zone sèche du centre du pays³⁰ ainsi que pour les personnes déplacées, et les ressources manqueraient alors pour venir en aide aux populations touchées par les catastrophes naturelles. Le système d'alerte rapide du PAM surveillera les indicateurs de risque pour s'assurer que des mesures sont prises en temps voulu.

Gestion des risques en matière de sécurité

73. Les progrès du Myanmar sont substantiels d'un point de vue politique, économique et social mais un conflit ethnique se poursuit, et d'autres pourraient suivre. De ce fait, les affrontements violents entre l'armée du Myanmar et des groupes tels que l'Armée pour l'indépendance kachin continuent de perturber les opérations des Nations Unies dans le sud de l'État Kachin et le nord de l'État Shan, qui sont actuellement classés au niveau 3 d'insécurité dans le système des Nations Unies.
74. La plupart des zones d'intervention du PAM sont classées au niveau 1. La criminalité est faible dans ces régions et on n'y signale aucune menace majeure en matière de sécurité. Le bureau de pays respecte pleinement les normes minimales de sécurité opérationnelle et les normes minimales de sécurité des télécommunications.

³⁰ Si les régions côtières du Myanmar reçoivent plus de 5 000 millimètres de pluie par an, les précipitations annuelles moyennes dans la Zone sèche du centre du pays sont inférieures à 1 000 millimètres.

ANNEXE I-A

| VENTILATION DES COÛTS DE L'INTERVENTION | | | |
|--|---------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|
| Produits alimentaires¹ | Quantité (en tonnes) | Valeur (en dollars) | Valeur (en dollars) |
| Céréales | 144 433 | 72 216 450 | |
| Légumes secs | 14 165 | 12 748 104 | |
| Huile et matières grasses | 6, 792 | 11 206 998 | |
| Aliments composés et mélanges, et biscuits | 8 960 | 8 673 824 | |
| Autres | 1 194 | 454 315 | |
| Total | 175 544 | 105 299 691 | |
| Transferts monétaires | | 2 700 000 | |
| Total partiel produits alimentaires et transferts | | | 107 999 691 |
| Transport extérieur | | | 1 240 475 |
| Transport terrestre, entreposage et manutention | | | 17 486 067 |
| Autres coûts opérationnels directs | | | 7 806 023 |
| Coûts d'appui directs ² (voir annexe I-B) | | | 22 185 112 |
| Total des coûts directs pour le PAM | | | 156 717 368 |
| Coûts d'appui indirects (7,0 pour cent) ³ | | | 10 970 216 |
| COÛT TOTAL POUR LE PAM | | | 167 687 584 |

¹ Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif utilisé à des fins d'établissement du budget et d'approbation, dont la composition peut varier.

² Chiffre indicatif donné à titre d'information. Le montant alloué au titre des coûts d'appui directs est revu chaque année.

³ Le taux de recouvrement appliqué aux coûts d'appui indirects peut être modifié par le Conseil pendant la durée du projet.

ANNEXE I-B

| COÛTS D'APPUI DIRECTS (en dollars) | |
|---|-------------------|
| Dépenses de personnel et frais connexes | |
| Administrateurs recrutés sur le plan international | 5 924 340 |
| Personnel local – administrateurs recrutés sur le plan national | 1 366 028 |
| Personnel local – agents des services généraux | 3 257 194 |
| Personnel local – personnel temporaire | 5 015 890 |
| Personnel local – heures supplémentaires | 92 700 |
| Primes de risque et de sujétion | 27 000 |
| Consultants internationaux | 412 500 |
| Volontaires des Nations Unies | 270 000 |
| Voyages officiels du personnel | 963 260 |
| Total partiel | 17 328 912 |
| Dépenses de fonctionnement | |
| Location des locaux | 1 570 504 |
| Charges (électricité, etc.) | 447 528 |
| Fournitures de bureaux et petit matériel | 269 496 |
| Communications | 722 582 |
| Réparation et entretien du matériel | 111 405 |
| Exploitation et entretien des véhicules | 205 916 |
| Aménagement des bureaux et réparations | 175 757 |
| Prestations de services d'organismes des Nations Unies | 130 583 |
| Total partiel | 3 633 771 |
| Dépenses de matériel et d'équipement | |
| Location de véhicules | 911 881 |
| Matériel de communication | 251 235 |
| Dépenses locales de sécurité | 59 313 |
| Total partiel | 1 222 429 |
| TOTAL DES COÛTS D'APPUI DIRECTS | 22 185 112 |

ANNEXE II – CADRE LOGIQUE

| Résultats | Indicateurs de performance | Risques et hypothèses |
|---|---|--|
| Objectif stratégique 1: Sauver des vies et protéger les moyens de subsistance dans les situations d'urgence | | |
| Activité 1: Secours | | |
| Effet direct 1.1 Amélioration de la consommation alimentaire des ménages en situation d'urgence au cours de la période couverte par l'assistance, grâce à des distributions ciblées | <ul style="list-style-type: none"> ➤ Score de consommation alimentaire des ménages Cible: le score de consommation alimentaire dépasse 21 pour les ménages ciblés | Le gouvernement n'impose aucune restriction à l'achat local et au déplacement des produits alimentaires Le Gouvernement ne limite pas l'accès aux zones d'intervention L'environnement politique demeure stable pendant la période de transition |
| Produit 1.1 Produits alimentaires et articles non alimentaires de qualité et espèces distribués en quantité suffisante aux bénéficiaires | <ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de ménages recevant des secours par rapport au nombre prévu ➤ Quantité de produits distribués à titre de secours par rapport à la quantité prévue | |
| Objectif stratégique 3: Remettre sur pied les communautés et reconstituer leurs moyens de subsistance après un conflit ou une catastrophe ou dans les périodes de transition | | |
| Activité 2: Nutrition | | |
| Effet direct 3.4 Réduction de la malnutrition aiguë dans les groupes d'enfants ciblés | <ul style="list-style-type: none"> ➤ Prévalence de la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans (exprimée en pourcentage du rapport poids/taille) ➤ Prévalence de la malnutrition aiguë: ≤10 pour cent ➤ Prévalence d'un faible périmètre brachial chez les enfants de moins de 5 ans ➤ Réduction de 5 % de la prévalence du retard de croissance chez les enfants de moins de cinq ans (exprimée en pourcentage du rapport taille/âge) Taux de récupération visé: > 75 % | Aucune restriction ne frappe la réalisation d'études d'impact Des données de référence sont disponibles à titre de comparaisons |
| Produit 3.4 Produits alimentaires de qualité distribués en quantité suffisante aux bénéficiaires | <ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre d'enfants de moins de 5 ans, de femmes enceintes et de mères allaitantes recevant une assistance par rapport au nombre prévu ➤ Quantité de produits alimentaires distribués, par type, en pourcentage des quantités prévues | |



ANNEXE II – CADRE LOGIQUE

| Résultats | Indicateurs de performance | Risques et hypothèses |
|---|--|--|
| | <ul style="list-style-type: none"> ➤ Quantité d'aliments enrichis, d'aliments complémentaires et de produits nutritionnels spéciaux distribués, par type, en pourcentage des quantités prévues ➤ Nombre de centres de santé bénéficiant d'une assistance | |
| Activité 3: Relèvement après les catastrophes grâce au rétablissement et à la remise en état des avoirs productifs | | |
| Effet direct 3.1 Adéquation de la consommation alimentaire des ménages ciblés | <ul style="list-style-type: none"> ➤ Le score de consommation alimentaire dépasse le seuil fixé pour 80 % des ménages ciblés (<i>Note: à mesurer au moyen d'une enquête</i>) Cible: le score de consommation alimentaire dépasse 35 pour les ménages ciblés | Des partenaires compétents sont présents pour exécuter comme il se doit les activités de création d'avoirs |
| Produit 3.1 Produits alimentaires et articles non alimentaires de qualité distribués en quantité suffisante aux bénéficiaires | <ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de ménages bénéficiant d'une assistance alimentaire par rapport au nombre prévu ➤ Nombre de bénéficiaires d'un transfert monétaire par rapport au nombre prévu ➤ Quantité de produits distribués au titre de l'assistance alimentaire par rapport à la quantité prévue ➤ Montant total des sommes d'argent transférées aux bénéficiaires ➤ Nombre d'hommes et de femmes recevant des produits alimentaires et des articles non alimentaires dans le cadre des activités VCA par rapport au nombre prévu | Aucune restriction n'est imposée à la circulation des vivres Aucun retard n'intervient dans la délivrance des permis de transport Le Gouvernement ne limite pas l'accès aux zones d'intervention |
| Effet direct 3.2 Accroissement de l'accès des communautés ciblées aux avoirs | <ul style="list-style-type: none"> ➤ Score des communautés relatif aux avoirs Cible: augmentation des avoirs productifs pour 80 % des communautés ciblées | |

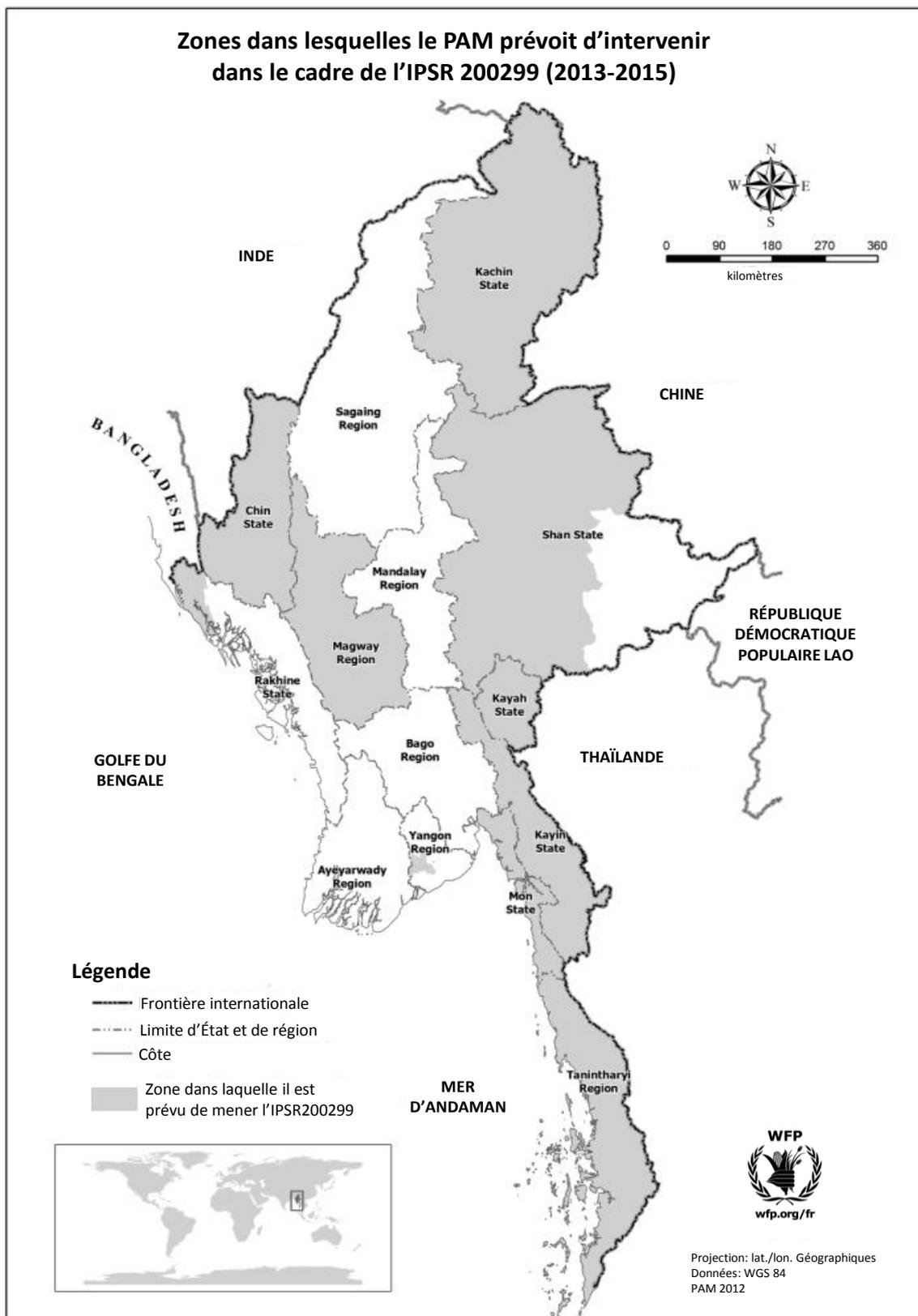
ANNEXE II – CADRE LOGIQUE

| Résultats | Indicateurs de performance | Risques et hypothèses |
|--|--|--|
| <p>Produit 3.2 Avoirs nécessaires à la subsistance développés, construits ou rétablis par les communautés et les personnes ciblées</p> | <ul style="list-style-type: none"> ➤ 600 kilomètres de canaux d'irrigation rénovés/construits ➤ 50 barrages et digues de terre rénovés/construits ➤ 3 000 hectares de terres agricoles aménagées ➤ 2 000 hectares de terres plantés d'arbres ➤ 1 000 hectares de terres mis en culture ➤ 2 000 hectares de sols conservés ➤ 1 500 kilomètres de routes construites/rénovées ➤ 50 petits ponts/ponceaux rénovés/construits ➤ 350 bassins/systèmes d'adduction d'eau rénovés/construits ➤ 50 écoles et centres communautaires rénovés/construits | <p>La sécurité dans la région concernée n'empêche pas d'exécuter les activités</p> <p>Les partenaires coopérants et les communautés ciblées disposent de moyens suffisants</p> |
| Activité 4: Alimentation scolaire | | |
| <p>Effet direct 3.3 Accroissement dans les écoles bénéficiant d'une assistance du nombre de filles et de garçons scolarisés, y compris parmi les personnes déplacées et réfugiées</p> | <ul style="list-style-type: none"> ➤ Taux d'assiduité: Cible: 90 % dans les zones d'intervention ➤ Taux de scolarisation: Cible: 5 % d'augmentation annuelle moyenne des effectifs de filles et de garçons inscrits ➤ Taux de poursuite des études: Cible: 50 % entre la première et la cinquième année du cycle primaire | <p>La sécurité dans la région concernée n'empêche pas d'exécuter les activités</p> <p>Les partenaires coopérants et les communautés ciblées disposent de moyens suffisants</p> |
| <p>Produit 3.3 Activités d'alimentation scolaire conformes au programme de travail</p> | <ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre d'écoles bénéficiant d'une assistance du PAM Cible: 1 300 ➤ Nombre de garçons et de filles recevant une collation à l'école (par âge et par sexe) ➤ Quantité de produits alimentaires distribués, par type, en pourcentage des quantités prévues ➤ Nombre de filles et de garçons recevant des rations à emporter par rapport au nombre prévu | |



| ANNEXE II – CADRE LOGIQUE | | |
|---|--|--|
| Résultats | Indicateurs de performance | Risques et hypothèses |
| Activité 5: VIH/tuberculose | | |
| Effet direct 3.5 Amélioration de la récupération nutritionnelle des usagers sous traitement antirétroviral ou antituberculeux | <ul style="list-style-type: none"> ➤ Taux de récupération nutritionnelle Cible: >75 pour cent du taux de récupération nutritionnelle acceptable <ul style="list-style-type: none"> ➤ 85 % des patients atteints de tuberculose suivant un traitement DOTS achèvent avec succès leur traitement ➤ Taux de survie à 12 mois pour les patients sous thérapie antirétrovirale | Des partenaires dispensant des traitements DOTS et antirétroviral sont présents dans les zones d'intervention Il existe des données de référence pour assurer le suivi et l'évaluation et aucune restriction n'est imposée à la réalisation d'études d'impact Des conditions de vie stables favorisent la récupération nutritionnelle Des informations nutritionnelles sont disponibles |

ANNEXE III



Les appellations employées dans cette carte et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT DOCUMENT

| | |
|--------|---|
| DOTS | traitement de brève durée sous surveillance directe |
| ECA | Espèces pour la création d'avoirs |
| FAO | Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture |
| HCR | Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés |
| IPSR | intervention prolongée de secours et de redressement |
| OMD | objectif du Millénaire pour le développement |
| ONG | organisation non gouvernementale |
| PNUD | Programme des Nations Unies pour le développement |
| UNICEF | Fonds des Nations Unies pour l'enfance |
| VCA | Vivres pour la création d'avoirs |